

Lénine

Le militarisme militant et la tactique antimilitariste de la social-démocratie

Prolétari n°33, 23 juillet (5 août) 1908. Conforme au texte du journal.

Source : *Œuvres*, t. XV, pp. 204-215.

I

Les diplomates sont en émoi. On voit tomber une grêle de « notes », de « rapports » et de « déclarations ». On entend chuchoter les ministres derrière le dos des marionnettes couronnées qui, une coupe de champagne à la main, « œuvrent au renforcement de la paix ». Mais les « sujets » de ces têtes couronnées savent très bien que quand on voit voler des corbeaux, c'est que la mort rôde. D'ailleurs, on a pu entendre le lord conservateur Cromer déclarer au parlement britannique qu'« en ce moment, des intérêts nationaux (?) sont en jeu, que les passions s'exacerbent et que nous risquons de voir éclater un conflit, aussi pacifiques (!) que puissent être les intentions des gouvernants ».

Au cours de la dernière période, il s'est accumulé une énorme quantité de matières inflammables et cette quantité ne cesse d'augmenter. La révolution persane menace de bouleverser toutes les délimitations des sphères d'influence que les puissances européennes avaient mises au point. En Turquie, les pillards capitalistes d'Europe disposaient d'une chasse gardée que le mouvement constitutionnel risque de leur arracher. Et puis il y a les vieilles questions de Macédoine, d'Asie centrale et d'Extrême-Orient, etc., etc., qui se sont aggravées et qui, elles aussi, aujourd'hui, deviennent menaçantes.

Dans cette situation, étant donné le réseau de traités et d'accords secrets et publics existant, le moindre camouflet infligé à une des « grandes puissances » suffirait « de l'étincelle à faire jaillir la flamme ».

Plus les gouvernements se menacent l'un l'autre d'en venir aux armes, plus ils répriment extensivement et intensivement le mouvement antimilitariste existant dans leurs pays respectifs. Dans ce domaine, le ministère radical-socialiste Clemenceau-Briand ne le cède pas en violence au ministère conservateur des junkers de Bülow. En Allemagne, la dissolution des « organisations de jeunesse », en vertu d'une nouvelle loi sur les associations et les réunions qui interdit aux jeunes de moins de vingt ans d'assister à des assemblées politiques, a considérablement entravé l'agitation antimilitariste.

De ce fait, la discussion sur la tactique antimilitariste des socialistes, qui avait cessé depuis le congrès de Stuttgart¹, reprend dans la presse du parti.

À première vue, c'est là un phénomène étrange : alors qu'il est tellement évident qu'il s'agit d'une question essentielle, qu'il saute aux yeux que le militarisme porte préjudice au prolétariat, il serait pourtant difficile de trouver un autre problème qui suscite parmi les socialistes occidentaux autant d'hésitations et de confusion que les discussions sur la tactique antimilitariste.

Les prémisses fondamentales qui permettent de résoudre correctement ce problème sont établies depuis longtemps sans aucune ambiguïté et ne suscitent aucune divergence. Le militarisme moderne est le résultat du capitalisme. En tant que force armée utilisée par les États capitalistes dans les conflits extérieurs (« *Militarismus nach aussen* », comme disent les Allemands) et en tant que moyen employé par les classes dominantes pour réprimer toute espèce de mouvement prolétarien, qu'il soit politique ou économique (« *Militarismus*

nach innen »), le militarisme constitue, sous ces deux formes, une « manifestation vitale » du capitalisme. Cette idée a été exprimée de façon définitive par les résolutions de toute une série de congrès internationaux (Paris 1889, Bruxelles 1891, Zürich 1893 et enfin Stuttgart 1907²). Bien que, conformément à son ordre du jour (« Sur les conflits internationaux »), le congrès de Stuttgart se soit surtout préoccupé de l'aspect « extérieur » du militarisme, de ce que les Allemands appellent « *Militarismus nach aussen* », c'est la résolution de ce congrès qui expose de la façon la plus complète la liaison existant entre le militarisme et le capitalisme. Voici d'ailleurs, dans cette résolution, le passage qui nous intéresse : « Les guerres entre États capitalistes sont ordinairement provoquées par la concurrence existant entre ces États sur le marché mondial. Chacun s'efforce en effet non seulement de se garantir des débouchés mais encore de conquérir de nouvelles régions. Et dans ce domaine, c'est l'asservissement des peuples et des pays étrangers qui joue le rôle principal. Les guerres sont provoquées ensuite par les armements effectués en permanence par le militarisme, principal instrument de la domination de classe de la bourgeoisie et de la sujétion politique de la classe ouvrière. Les guerres sont favorisées par les préjugés nationalistes systématiquement entretenus dans les pays civilisés, dans l'intérêt des classes dominantes, afin de détourner les masses prolétariennes de leurs propres objectifs de classe et de leur faire oublier leur devoir de solidarité de classe internationale.

Les guerres ont donc leur racine dans la nature même du capitalisme; elles ne cesseront que lorsque le régime capitaliste cessera d'exister, autrement dit que lorsque l'énormité des sacrifices humains et des dépenses qui découlent du développement de la technique militaire et la colère provoquée dans le peuple par les armements auront entraîné l'élimination de ce système.

La classe ouvrière, qui fournit le gros des armées et sur qui retombe l'essentiel des sacrifices matériels, est naturellement et tout particulièrement opposée aux guerres, qui sont en contradiction avec le but qu'elle poursuit, à savoir la création d'un régime économique fondé sur le principe socialiste, qui mettra en pratique la solidarité des peuples.

II

On voit donc que pour les socialistes, la liaison de principe entre le militarisme et le capitalisme est fermement établie et que sur ce point, il n'y a parmi eux aucune divergence. Mais que les socialistes aient admis cette liaison ne signifie pas pour autant qu'ils aient défini concrètement leur *tactique* antimilitariste et ne résout pas la question pratique de savoir comment lutter contre le fardeau du militarisme, comment faire obstacle à la guerre. Et c'est dans les réponses apportées à ces questions que se manifestent de profondes divergences. Au congrès de Stuttgart, ces divergences se sont révélées avec une acuité toute particulière.

À l'un des pôles, on trouve les social-démocrates allemands du type **Vollmar**. Leur raisonnement est le suivant : puisque le militarisme est engendré par le capitalisme, puisque les guerres sont le corollaire nécessaire du développement capitaliste, il n'y a aucun besoin d'avoir une activité antimilitariste spéciale. Telles ont été les déclarations de Vollmar au Parteitag d'Essen. Pour ce qui est de la conduite que devront adopter les social-démocrates au cas où la guerre serait déclarée, la majorité des social-démocrates allemands, conduits par **Bebel** et Vollmar, maintient fermement que les social-démocrates doivent défendre leur patrie contre l'agression et prendre part à une guerre « défensive ». Cette thèse a amené Vollmar à déclarer à Stuttgart que « tout l'amour que nous portons à l'humanité ne peut nous empêcher d'être de bons Allemands » et le député social-démocrate **Noske** à proclamer au Reichstag qu'en cas de guerre contre l'Allemagne « les social-démocrates ne le céderaient en rien aux partis bourgeois et mettraient le fusil à

l'épaule »; dans ces conditions il ne restait à Noske qu'un pas à franchir pour déclarer : « nous désirons que l'Allemagne soit le mieux armée possible ».

À l'autre pôle, on trouve le petit groupe des partisans de Gustave Hervé. Le prolétariat n'a pas de patrie, disent-ils. Cela veut dire que toutes les guerres sont conformes aux intérêts des capitalistes; le prolétariat doit donc lutter contre toutes les guerres, quelles qu'elles soient. Il doit répondre à toute déclaration de guerre par la grève militaire et l'insurrection. Voilà à quoi doit se ramener pour l'essentiel la propagande antimilitariste. À Stuttgart, Hervé a donc présenté le projet de résolution suivant : « Le congrès appelle à répondre par la grève militaire et par l'insurrection à toute déclaration de guerre, d'où qu'elle vienne. »

Telles sont, sur ce problème, les deux positions extrêmes que l'on trouve parmi les socialistes occidentaux. Dans ces deux positions, on voit se refléter, « comme le soleil dans une goutte d'eau », les deux maladies dont continue à souffrir l'activité du prolétariat d'Occident, à savoir : les tendances opportunistes et la phrase anarchiste.

Avant toute chose, nous devons faire quelques remarques à propos du patriotisme. Il est exact que dans le *Manifeste communiste*, il est écrit que « les prolétaires n'ont pas de patrie ». Il est non moins exact que la position défendue par Vollmar, Noske et Cie foule aux pieds ce principe fondamental du socialisme *international*. Mais il ne s'ensuit pas pour autant qu'Hervé et ses partisans aient raison quand ils affirment que pour le prolétariat il est indifférent de vivre dans un pays ou dans un autre, en Allemagne monarchique, en France républicaine ou en Turquie despotique. Dans la lutte de classe du prolétariat, la patrie, c'est-à-dire le milieu politique, culturel et social, est un facteur extrêmement important. Et si Vollmar a tort de recommander au prolétariat de se comporter « en bon Allemand » à l'égard de sa patrie, Hervé a tout aussi tort d'aborder un facteur aussi important pour la lutte libératrice des ouvriers d'une façon qui manque aussi impardonnablement d'esprit critique. Le prolétariat ne peut être indifférent aux conditions politiques, sociales et culturelles de sa lutte : il ne peut donc être indifférent au destin de son pays. Mais si ce destin l'intéresse, c'est uniquement dans la mesure où il concerne sa lutte de classe et non en vertu de quelque « patriotisme » bourgeois qu'il est tout à fait indécemment de voir défendu par des social-démocrates.

La seconde question, celle de l'attitude à prendre à l'égard du militarisme et de la guerre est plus complexe. De prime abord, il saute aux yeux qu'Hervé se livre à une confusion impardonnable entre ces deux problèmes et qu'il oublie le rapport de cause à effet existant entre la guerre et le capitalisme; s'il adoptait la tactique prônée par Hervé, le prolétariat se condamnerait à une activité stérile : il emploierait toute sa combativité (il est en effet question d'insurrection) à lutter contre les effets (la guerre) et laisserait subsister la cause (le capitalisme).

Le mode de pensée anarchiste donne ici sa mesure. Ce mode de penser consiste à croire aveuglément en force miraculeuse de *toute action directe*^{*}, quelle qu'elle soit; à détacher cette action directe de la conjoncture politique et sociale d'ensemble, sans faire la moindre analyse de cette dernière; à « interpréter [selon l'expression de Karl *Liebknecht*] les phénomènes sociaux de façon mécanique et arbitraire ».

Le plan d'Hervé est très « simple » : le jour de la déclaration de guerre, les socialistes appelés sous les drapeaux désertent, les réservistes se mettent en grève et restent chez eux. Mais, « de la résistance passive qu'est la grève des réservistes, la classe ouvrière aurait vite fait de passer à la résistance ouverte, à l'insurrection, et celle-ci aurait d'autant plus de chances de triompher que l'armée active serait partie à la frontière » (Gustave Hervé, « Leur patrie »).

* En français dans le texte.

Voilà en quoi consiste ce « plan efficace, direct et pratique ». Et c'est parce qu'il est persuadé de son succès qu'Hervé propose de répondre à toute déclaration de guerre par la grève militaire et par l'insurrection. Il est donc clair que la question n'est pas de savoir si le prolétariat peut, quand il le juge utile, répondre par la grève et l'insurrection à la déclaration de guerre. Ce qui est en discussion, c'est de savoir si le prolétariat doit prendre l'engagement de répondre par l'insurrection à toute déclaration de guerre ? Si on répond positivement, cela veut dire qu'on enlève aux ouvriers la possibilité de choisir le moment où ils livreront le combat décisif et qu'on laisse à leurs ennemis le choix de ce moment : au lieu que le prolétariat attende, pour livrer bataille, un moment conforme à ses intérêts, un moment où sa conscience socialiste aura atteint un niveau élevé, où son organisation sera puissante, où l'occasion sera favorable, etc., les gouvernements bourgeois pourront au contraire le pousser à l'insurrection même quand les conditions lui seront défavorables, en déclenchant par exemple une guerre susceptible d'exacerber les sentiments patriotiques et chauvins de larges couches de la population et d'isoler ainsi le prolétariat insurgé. De plus, il ne faut pas perdre de vue que la bourgeoisie, dont on sait avec quelle férocité elle poursuit, de l'Allemagne monarchique à la France républicaine et à la Suisse démocratique, l'activité antimilitariste en temps de paix, répondrait par un déchaînement de fureur à toute tentative de grève militaire qui éclaterait en temps de guerre, à un moment où sont en vigueur des lois martiales, l'état de siège, des cours martiales, etc.

Kautsky a donc raison quand il dit à propos de Gustave Hervé que « l'idée de la grève militaire a été engendrée par de « bons motifs », qu'elle est noble et pleine d'héroïsme, mais que c'est une folie héroïque ».

S'il juge que c'est utile et avantageux, le prolétariat peut répondre à une déclaration de guerre par la grève militaire. Il peut recourir à ce moyen entre tous ceux dont il dispose pour parvenir à la révolution sociale. Mais il n'est pas dans ses intérêts de se lier par cette « recette tactique ».

Et telle est précisément la réponse que le congrès de Stuttgart a apporté à ce problème si discuté.

III

Mais si les thèses d'Hervé sont « une folie héroïque », les positions défendues par Vollmar, Noske et leurs partisans de « l'aile droite » se caractérisent par leur lâcheté opportuniste. À Stuttgart, et plus encore à Essen, ils ont raisonné ainsi : puisque le militarisme est engendré par le capitalisme et disparaîtra avec lui, il n'y a pas besoin d'agitation antimilitariste particulière : une telle agitation ne doit pas exister. Mais prenez la question ouvrière ou la question féminine, leur a-t-on objecté à Stuttgart; elles non plus ne pourront pas être résolues de façon radicale tant que le capitalisme existera. Cela ne nous empêche pourtant pas de lutter pour une législation ouvrière ou pour l'extension des droits civiques accordés aux femmes, etc. Une propagande spéciale doit être consacrée à l'antimilitarisme et cette propagande doit être d'autant plus énergique que l'intrusion de la force armée dans le combat du travail contre le capital est de plus en plus fréquente, et que l'importance du militarisme, non seulement dans la lutte actuelle du prolétariat, mais aussi dans sa lutte future, au moment de la révolution sociale, est de plus en plus évidente.

La propagande proprement antimilitariste n'a pas pour elle que des arguments théoriques; elle peut se réclamer d'une importante expérience historique. Dans ce domaine, c'est la Belgique qui est à l'avant-garde. En plus de la propagande générale en faveur des idées antimilitaristes, le Parti ouvrier belge a organisé des groupes de la jeunesse socialiste qui portent le nom de « Jeunes Gardes ». Tous les groupes d'un même district forment une fédération et toutes les fédérations de district s'unissent en une fédération nationale à la

tête de laquelle siège un « Conseil de direction »; les organes des « Jeunes Gardes » (« La jeunesse, c'est l'avenir », « De Caserne », « De Loteling »*, etc.) sont diffusés à des dizaines de milliers d'exemplaires. La plus puissante des fédérations est celle de Wallonie qui rassemble 62 groupes locaux et 10 000 membres. À l'heure actuelle, les « Jeunes Gardes » comptent en tout 121 groupes locaux.

En plus de la propagande écrite, on fait une intense propagande orale : au mois de janvier et de septembre, au moment où les conscrits sont appelés sous les drapeaux, des assemblées populaires et des manifestations sont organisées dans les principales villes de Belgique; aux portes des mairies, des orateurs socialistes prennent la parole pour expliquer aux jeunes recrues la signification du militarisme. Un « comité des plaintes » chargé de rassembler les informations sur toutes les injustices commises dans les casernes a été constitué auprès du Conseil de direction des « Jeunes Gardes ». Chaque jour, ces informations sont publiées par *Le Peuple*³, organe central du parti, dans une rubrique spéciale consacrée aux « nouvelles de l'armée ». La propagande antimilitariste ne s'arrête pas aux portes des casernes, car les soldats socialistes forment des groupes chargés de mener cette propagande à l'intérieur même de l'armée. À l'heure actuelle, il existe une quinzaine de ces groupes (de ces « unions de soldats »).

Suivant l'exemple belge, la propagande antimilitariste est menée en France[†], en Autriche, en Suisse et dans d'autres pays avec une intensité et sous des formes qui varient d'un pays à l'autre.

On voit donc qu'il est non seulement indispensable mais aussi utile et fructueux sur le plan pratique d'avoir une activité consacrée spécialement à l'antimilitarisme. De ce fait, puisque Vollmar s'est opposé à une telle activité comme impossible selon lui en Allemagne par suite des conditions policières qui règnent dans ce pays, et par ce qu'elle mettrait en danger les organisations du parti, le problème s'est ramené à une analyse concrète des conditions de tel ou tel pays. Question de fait, non de principe. Il n'en reste pas moins que la remarque de Jaurès est juste : si la social-démocratie allemande a pu résister dans sa jeunesse, pendant les années difficiles où les lois d'exception contre les socialistes étaient en vigueur, à la poigne de fer du comte de Bismarck, elle pourrait aujourd'hui, étant donné les proportions dans lesquelles elle a grandi et s'est développée, envisager sans crainte les persécutions des gouvernants actuels de l'Allemagne. Mais en tout état de cause, c'est quand Vollmar tente de s'appuyer sur l'argument selon lequel la propagande antimilitariste serait inutile par principe qu'il est le plus dans l'erreur.

Tout aussi opportuniste est l'opinion de Vollmar et de ses partisans selon laquelle les social-démocrates doivent participer à la guerre si elle est défensive. La brillante critique de Kautsky n'a rien laissé de ces thèses. Kautsky a en effet montré que souvent (et en particulier dans les moments d'ivresse patriotique), il était absolument impossible de déterminer si une guerre donnée avait des objectifs offensifs ou défensifs (Kautsky a donné l'exemple suivant : au commencement de la guerre russo-japonaise, le Japon était-il dans une position d'agression ou de défense ?). Si les social-démocrates s'avisent de vouloir faire dépendre de ce critère leur attitude à l'égard de la guerre, ils seraient conduits à se perdre dans le labyrinthe des pourparlers diplomatiques. Bien plus, les social-démocrates peuvent se trouver dans une situation telle qu'ils doivent exiger l'ouverture d'une guerre offensive. En 1848 (le groupe d'Hervé ferait bien de ne pas l'oublier), Marx et Engels pensaient qu'il fallait que l'Allemagne entre en guerre contre la Russie. Par la suite, ils ont essayé d'influer sur l'opinion publique anglaise pour la pousser à la guerre contre la

* « Le Conscrit ». [N.R.]

† Une particularité intéressante de Français est l'organisation de ce qu'ils appellent le « sou du soldat » : toutes les semaines, chaque ouvrier donne un sou au secrétaire de son organisation; les sommes ainsi collectées sont envoyées aux soldats pour qu'ils « se rappellent que même sous l'habit militaire ils appartiennent à une classe exploitée et qu'ils ne l'oublient dans aucune circonstance ».

Russie. À ce propos, Kautsky émet l'hypothèse suivante : « Supposons, dit-il, que le mouvement révolutionnaire triomphe en Russie et que sous l'influence de cette victoire, le pouvoir passe en France entre les mains du prolétariat; supposons, d'autre part, qu'il se forme une coalition des monarques européens contre la Russie nouvelle. Verra-t-on la social-démocratie internationale protester si la République française vient en aide à la Russie ? » (Karl Kautsky, *Notre opinion sur le patriotisme et la guerre.*)

Il est évident que dans ce problème (ainsi d'ailleurs que dans celui du « patriotisme »), ce n'est pas le caractère offensif ou défensif de la guerre, mais les intérêts de la lutte de classe du prolétariat ou, mieux encore, les intérêts du mouvement international du prolétariat qui constituent le seul critère à partir duquel on peut examiner et décider quelle doit être l'attitude des social-démocrates à l'égard de tel ou tel événement affectant les relations internationales.

Une récente prise de position de Jaurès montre à quels sommets se hisse l'opportunisme dans ces questions également. Dans un journal allemand libéral bourgeois, où il exprime son opinion sur la situation internationale, Jaurès défend en effet l'alliance de la France et de l'Angleterre avec la Russie contre ceux qui l'accusent de poursuivre des objectifs contraires à la paix. Il considère cette alliance comme « une garantie de paix » et il se félicite d'avoir vécu assez longtemps pour voir « unis ces deux anciens ennemis que sont la Russie et l'Angleterre ».

Dans sa « Lettre ouverte » à Jaurès parue dans le dernier numéro du *Neue Zeit*, Rosa Luxembourg donne une excellente appréciation de cette thèse et lui apporte une ardente réplique.

Tout d'abord, constate Rosa Luxembourg, parler d'une alliance de la « Russie » et de l'« Angleterre », c'est « employer le langage des politiciens bourgeois ». En politique étrangère, en effet, les intérêts des États bourgeois et ceux du prolétariat sont contradictoires. On ne peut donc parler d'une harmonie d'intérêts dans le domaine des relations extérieures. Si le militarisme est engendré par le capitalisme, ce n'est pas par les intrigues des gouvernants et des diplomates que les guerres pourront être supprimées. La tâche des socialistes, par conséquent, est de démasquer sans relâche l'hypocrisie et l'impuissance des « démarches diplomatiques pacifiques » et non de semer des illusions sur leur compte.

Mais ce qui est au centre de la lettre, c'est l'appréciation à porter sur l'alliance tant glorifiée par Jaurès de l'Angleterre et de la France avec la Russie. La bourgeoisie européenne a donné au tsarisme la possibilité de repousser l'assaut révolutionnaire. « Aujourd'hui, l'absolutisme tente de transformer la victoire provisoire qu'il a remportée sur la révolution en une victoire définitive. Pour ce faire, il a recours avant toute chose à un moyen utilisé par tous les despotismes chancelants : il veut remporter des succès en politique extérieure. » À l'heure actuelle, toute alliance avec la Russie est « une sainte alliance de la bourgeoisie d'Europe occidentale avec la contre-révolution russe, avec les tortionnaires et les bouchers des combattants de la liberté russes et polonais; chacune de ces alliances marque un renforcement de la réaction la plus sanglante, non seulement à l'intérieur de la Russie mais également dans les relations internationales ». « C'est pourquoi la tâche la plus élémentaire des socialistes et des prolétaires de tous les pays est d'entraver de toutes leurs forces les alliances avec la Russie contre-révolutionnaire. »

« Comment expliquer, demande Rosa Luxembourg à Jaurès, qu'après avoir prononcé devant le parlement français un remarquable discours contre l'emprunt russe, qu'après avoir publié, il y a quelques semaines, dans votre journal *l'Humanité* un ardent appel à l'opinion publique contre la besogne sanglante effectuée en Pologne russe par les tribunaux militaires, qu'après tout cela, vous vous appliquiez « avec la plus grande énergie » à faire du

gouvernement des bourreaux sanglants de la révolution russe et de l'insurrection persane un facteur influent de la politique européenne, à faire des gibets russes les colonnes de la paix internationale ? Comment peut-on concilier vos plans de paix basés sur l'alliance franco-russe et anglo-russe avec la récente protestation du groupe parlementaire socialiste et de la commission administrative du Conseil national du Parti socialiste français contre le voyage de Fallières en Russie, avec cette protestation que vous avez signée et qui défend en phrases brûlantes les intérêts de la révolution russe ? Il ne tient au président de la République française qu'à rappeler vos idées sur la situation internationale, pour répliquer à votre protestation : qui veut la fin, veut les moyens, et si on considère que l'alliance avec la Russie tsariste favorise la paix mondiale, on doit accepter tout ce qui renforce cette alliance et favorise l'amitié.

Qu'auriez-vous dit si autrefois en Allemagne, en Russie et en Angleterre il s'était trouvé des socialistes et des révolutionnaires pour recommander, « dans l'intérêt de la paix », une alliance avec le gouvernement de la Restauration ou avec celui de Thiers et de Jules Favre, et pour couvrir cette alliance de leur « autorité morales ?!! ... »

Cette lettre se passe de commentaires et les social-démocrates russes ne peuvent que féliciter la camarade Rosa Luxembourg pour sa protestation et pour la manière dont elle a pris la défense de la révolution russe devant le prolétariat international.

- 1 Le Congrès international socialiste de Stuttgart (VII^e Congrès de la II^e Internationale) s'est tenu du 18 au 24 août 1907.

Y assistaient 886 délégués mandatés par les partis socialistes et les syndicats.

Le Congrès s'occupa des questions suivantes : 1) militarisme et conflits internationaux; 2) rapports entre partis politiques et syndicats; 3) question coloniale; 4) immigration et émigration des ouvriers et 5) droit de vote des femmes.

Le plus gros du travail fut effectué dans les commissions, où s'élaboraient les projets de résolution pour les séances plénières. Lénine faisait partie de la commission qui étudiait la question du militarisme et des conflits internationaux. Lors de la discussion du projet de résolution présenté par A. Bebel, Lénine réussit, par ses amendements, qui bénéficièrent du soutien des représentants de la social-démocratie polonaise, à infléchir nettement ce projet dans un sens marxiste révolutionnaire.

L'adoption de la résolution sur « Le militarisme et les conflits internationaux » représenta une victoire considérable de l'aile révolutionnaire du mouvement ouvrier international sur les opportunistes.

Pour plus de détails, voir les articles de Lénine « *Le Congrès international socialiste de Stuttgart* » (*Œuvres*, Paris-Moscou, T. 13, pp. 74-81 et 82-94).

- 2 La question du militarisme fut débattue à tous les congrès internationaux mentionnés par Lénine.

Le Congrès de Paris adopta une motion exigeant la substitution de l'armement du peuple aux armées permanentes et la consolidation de la paix entre les peuples, et faisant un devoir aux socialistes de voter contre les crédits militaires. Elle mettait en rapport direct la lutte pour la paix et la lutte pour le socialisme.

Au Congrès de Bruxelles, ce furent **Wilhelm Liebknecht** et **Edouard Vaillant** qui furent chargés de présenter les rapports sur l'attitude de la classe ouvrière envers le militarisme. À la suite du rapport de Liebknecht fut adoptée une résolution qui appelait à protester contre toutes les tentatives de préparation d'une guerre et soulignait que seule l'instauration de la société socialiste, dans laquelle sera mis un terme à l'exploitation de l'homme par l'homme, apporterait la paix aux hommes et les délivrerait du militarisme. Mais ni le rapport, ni la résolution proposée par Liebknecht ne contenaient de mesures concrètes pour la lutte contre le militarisme et la guerre.

Au Congrès de Zürich, à l'issue du débat sur la question de la guerre qui avait été ouvert par un rapport de Georges **Plékhanov**, fut adoptée une résolution reprenant pour l'essentiel le contenu de celle de Bruxelles. Le point le plus important et le plus juste politiquement était celui qui faisait aux partis socialistes un devoir de voter contre les crédits militaires. Mais c'est le Congrès de Stuttgart qui devait examiner de la façon la plus circonstanciée la question du militarisme et de la tactique antimilitariste.

- 3 « **Le Peuple** », quotidien, organe central du Parti Ouvrier Belge (réformiste). Son premier numéro fut publié le 13 décembre 1885 et sa parution en tant que quotidien socialiste cessa définitivement en mars 1998.